Conseil du Contentieux des Etrangers

Arrêt

n° 271 014 du 7 avril 2022
dans l'affaire X / V

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maîtres D. ANDRIEN & J. PAQUOT
Mont Saint-Martin 22
4000 LIÈGE

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA Ve CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 05 novembre 2021 par X, qui déclare être de nationalité ivoirienne, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 04 octobre 2021.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 19 janvier 2022 convoquant les parties à l'audience du 10 février 2022.

Entendu, en son rapport, M. de HEMRICOURT de GRUNNE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me J. PAQUOT loco Me D. ANDRIEN, avocat, et K. GUENDIL, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« *A. Faits invoqués*

Selon vos dernières déclarations, vous êtes de nationalité ivoirienne et d'origine ethnique akan. Vous êtes né le 15 mars 1992 à Bianouan. Votre père était de confession musulmane, mais vous étiez de confession chrétienne comme vos oncles. Vous êtes célibataire et n'avez pas d'enfant.

Vous grandissez à Bianouan avec vos parents et vos oncles paternels. Votre mère décède lorsque vous avez quatre ans. Vous êtes scolarisé jusqu'en quatrième au lycée.

Lorsque vous avez douze ans, vous avez une première relation homosexuelle avec votre ami Ernest. Vous vivez votre relation en cachette.

Le 7 septembre 2007, lorsque vous avez quinze ans, Ernest vous vole l'argent que votre père vous a donné pour l'école. Vous lui demandez de vous rendre l'argent, mais il se met à crier. Votre père vient voir ce qui se passe, vous lui expliquez la situation et lorsqu'Ernest est invité à s'expliquer, il dévoile à votre famille que vous avez eu une relation. Votre père est furieux et vous chasse du domicile familial. Vous marchez jusqu'à un village voisin et prenez un bus le lendemain matin pour vous rendre à Aboisso.

Une fois à Aboisso, vous faites la connaissance d'un homme appelé [E. M. E.], qui vous prend sous son aile. Vous vivez seul avec lui pendant les dix années suivantes. Vous décidez aussi de vous faire appeler par son nom, afin d'éviter d'être retrouvé par votre famille. Vous travaillez en tant que livreur de boissons entre 2007 et juin 2017.

Fin 2014 vous faites la connaissance d'un homme appelé [A. C.] via un site de rencontres. Vous vous rencontrez peu de temps après et entamez une relation amoureuse. Il vous emmène à l'association « Alternative Côte d'Ivoire », où vous vous rendez à deux reprises. Vous vivez votre relation avec [A. C.] durant vos moments de pause au travail, [A. C.] vous accompagne notamment lorsque vous vous rendez à Yaou avec le chauffeur et son apprenti pour faire des livraisons de boissons.

Le 25 juin 2017, vous faites une livraison à Yaou et dormez ensuite à l'hôtel avec [A. C.]. Une femme de chambre vient vous servir le petit déjeuner dans la chambre et vous surprend en plein rapport sexuel. Elle se met à crier et alerte les jeunes du village, qui commencent à vous maltraiter physiquement, jusqu'à ce que quelqu'un suggère de vous amener chez le chef du village. Vous vous présentez sous le nom de votre mère, qui est justement originaire de ce village. Le chef décide tout de même de vous enfermer, vous et [A. C.]. Vous restez enfermés pendant six jours sans boire ni manger. Le sixième jour, on vous donne à boire et à manger, vous et [A. C.] êtes emmenés en brousse. Le véhicule tombe en panne, les personnes qui vous accompagnent décident alors de vous attacher et vous laisser sur place, le temps d'aller chercher de l'aide. Avec [A. C.], vous parvenez à vous détacher et rentrez à pied par la brousse, vers Ketesso. Une fois arrivé dans ce village, vous aller faire un retrait d'argent, et trouvez un passeur pour vous amener au Burkina Faso.

Vous et [A. C.] quittez le pays le 3 juillet 2017, passez par le Burkina Faso, le Niger et la Lybie, où vous passez dix mois. Votre ami [A. C.] décède durant la traversée de la Méditerranée pour rejoindre l'Italie. Vous arrivez en Italie en mai 2018 et y restez six mois.

Vous arrivez en Belgique le 9 décembre 2018 et y introduisez votre demande de protection internationale le 2 janvier 2019.

Le 27 août 2019, vous êtes informé que la Belgique n'est pas responsable de l'examen de votre demande d'asile, lequel incombe à l'Italie, et vous recevez un ordre de quitter le territoire. Le 6 juillet 2020, vous êtes à nouveau entendu à l'Office des étrangers étant donné que la Belgique est maintenant responsable de votre demande de protection internationale.

Depuis le 2 janvier 2019 vous avez une relation amoureuse avec [S. B. N.]. Depuis mai 2019, vous avez également des relations sexuelles avec une personne transsexuelle du nom de [M. I.].

Depuis votre départ du pays, vous n'avez pas de contact avec votre famille, juste quelques contacts sur Facebook avec des amis connus au lycée.

À l'appui de votre demande, vous fournissez les documents suivants : une attestation de suivi psychologique délivrée le 22/02/2019, un certificat médical datant de mai 2019, la copie d'une carte « Espace Confiance – Clinique Confiance », un témoignage rédigé par [M. I.], un rapport alternatif au comité des droits de l'homme datant de 2015, ainsi que des photographies.

B. Motivation

Après une analyse approfondie de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif, relevons tout d'abord que vous n'avez fait connaître aucun élément dont il pourrait ressortir des besoins procéduraux

spéciaux. Le Commissariat général n'a de son côté constaté aucun besoin procédural spécial dans votre chef.

Par conséquent, aucune mesure de soutien spécifique n'a été prise à votre égard, étant donné qu'il peut être raisonnablement considéré que vos droits sont respectés dans le cadre de votre procédure d'asile et que, dans les circonstances présentes, vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent.

Après avoir analysé votre dossier, le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) est dans l'impossibilité de conclure qu'il existe, en votre chef, une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève de 1951 ou un risque réel de subir les atteintes graves telles que mentionnées dans le cadre de la protection subsidiaire.

Vous déclarez être de nationalité ivoirienne et craignez de subir des persécutions en raison de votre orientation sexuelle. Le CGRA ne remet pas en cause le fait que vous soyez originaire de Côte d'Ivoire. Cependant, au vu des éléments de votre dossier, le Commissariat général n'est pas convaincu que vous soyez homosexuel ni que vous ayez rencontré des problèmes en lien avec votre orientation sexuelle. En effet, bien que le Commissariat général observe qu'il n'est pas évident de prouver objectivement son orientation sexuelle, il est en droit d'attendre d'un demandeur qui se dit homosexuel qu'il soit convaincant sur son vécu et son parcours relatifs à son orientation sexuelle. Autrement dit, le Commissariat général est en droit d'attendre d'une personne qui allègue des craintes ou des risques en raison de son homosexualité un récit circonstancié, précis et exempt d'incohérence majeure. Or, tel n'est pas le cas en l'espèce.

D'emblée, le Commissariat général relève plusieurs éléments qui affaiblissent votre crédibilité générale dans le cadre de votre demande de protection internationale.

Le CGRA observe en effet plusieurs incohérences dans vos déclarations à l'Office des étrangers et au CGRA, concernant votre famille et votre parcours au pays, ce qui laisse clairement penser que vous ne faites pas preuve de transparence au sujet de votre profil et de votre vécu au pays.

Ainsi, à l'OE en 2019 vous expliquez avoir vécu dans le village de Bianouan depuis votre naissance jusqu'au 3 juillet 2017 (date de votre départ du pays). Vous indiquez également que votre père s'appelle [E. M. E.], et votre mère [M. E.], et qu'ils vivent tous les deux dans le village de Bianouan (cf. déclarations OE, p. 5-6). Dans le questionnaire CGRA de 2020 et lors de vos entretiens au CGRA en 2021, vous modifiez votre version et expliquez que votre mère est décédée à vos cinq ans, que vous avez vécu à Bianouan, mais avez été chassé en 2007 par votre père, nommé [B. B.], et êtes alors allé vivre à Aboisso chez un homme nommé [E. M. E.] de 2007 jusqu'à votre départ du pays. Vous ajoutez que vous avez ensuite utilisé le nom de famille de cette personne pour vous protéger et cacher votre vraie identité (cf. questionnaire CGRA, cf. notes de l'entretien personnel (ci-après NEP) du 26/01/2021, p.4, p.6). Amené à expliquer pour quelle raison vous être présenté devant les instances d'asile sous le nom de famille « [E.] », étant donné qu'il ne s'agit pas de votre nom officiel, vous expliquez que vous vouliez garder ce nom. Amené à expliquer pour quelle raison vous n'avez pas également donné votre nom officiel, vous répondez de manière très vague qu'avec tout ce que vous aviez vécu, vous n'étiez pas certain d'être en sécurité et que vous avez donné ce nom que vous aviez utilisé durant les dix dernières années. Vous ajoutez par la suite, dans vos observations aux notes de l'entretien personnel, qu'on ne vous a pas demandé à l'OE si vous portiez un autre nom. Amené ensuite à expliquer pour quelle raison, lorsque vous avez été interrogé sur l'identité de vos parents, vous avez indiqué à l'OE que votre père [E. M. E.] vivait à Bianouan, alors que vous expliquez que cet homme vivait à Aboisso, vous expliquez qu'il doit probablement s'agir d'une incompréhension de votre part, et justifiez cela par le fait que vous n'avez pas fait beaucoup d'études. Amené à expliquer pour quelle raison vous n'avez pas mentionné le fait que votre mère était décédée à l'OE, vous expliquez qu'on ne vous a pas posé la question. Dans vos observations aux notes de l'entretien personne, vous ajoutez ne pas avoir été clair avec ça. Confronté ensuite au fait qu'à l'OE vous n'aviez absolument pas mentionné le fait que vous aviez vécu à Aboisso à partir de 2007 jusqu'à votre départ du pays, vous expliquez qu'on vous a demandé votre parcours mais qu'on ne vous a pas demandé si après Bianouan vous aviez vécu autre part. Confronté au fait que la question concernait vos lieux de résidence durant les dernières années, et que vous avez clairement répondu avoir vécu à Bianouan depuis votre naissance jusqu'en 2017, vous niez et expliquez qu'on ne vous a pas posé la question (cf. NEP du 26/01/2021, p.7; cf. email du 24/03/2021).

Le CGRA ne peut se contenter de vos tentatives de justifications, à savoir que vous n'avez pas été assez scolarisé que pour bien comprendre toutes les questions posées à l'OE, ou que vos propos ont été mal retranscrits. Concernant votre faible scolarité, le CGRA n'est pas convaincu par cette explication et souligne que vous avez été scolarisé jusqu'à vos quinze ans, en quatrième année au lycée (cf. déclarations OE; cf. NEP du 26/01/2021, p.5; cf. NEP du 05/03/2021, p.14). En ce qui concerne le fait que le questionnaire OE ne reflète pas vos propos, le CGRA constate qu'interrogé en début d'entretien au CGRA au sujet de votre interview de 2019 à l'OE, vous précisez que tout était correct, mis à part un petit souci par rapport à votre « sujet » que vous avez pu ensuite éclaircir lors de votre second entretien. L'officier de protection explique que vous n'aviez en effet pas parlé de votre orientation sexuelle lors du 1er entretien à l'OE, mais vous demande bien si à part cela le reste était correct, ce que vous confirmez. Le CGRA observe également que le questionnaire complété à l'Office des étrangers vous a été relu en langue française et que vous l'avez signé, sans que vous n'émettiez la moindre réserve quant à son contenu. Le CGRA estime que les incohérences relevées supra restent entières et que tous ces éléments liés à votre parcours sont particulièrement importants puisqu'ils concernent des éléments clés de votre récit, à savoir le fait que vous ayez été banni de votre famille à vos 15 ans après que votre premier partenaire ait fait part à votre père du fait que vous aviez eu des rapports homosexuels. Ces incohérences affaiblissent déjà votre crédibilité générale, et cela donne déjà un premier indice au CGRA que les faits que vous dites avoir vécu en Côte d'Ivoire ne sont pas réels.

Le CGRA constate également que lors de votre premier entretien à l'OE, vous n'avez aucunement mentionné un problème lié à votre orientation sexuelle. En effet, interrogé concernant votre itinéraire de voyage depuis la Côte d'Ivoire, et amené déjà à ce moment à mentionner les raisons de votre départ, vous expliquez craindre pour votre vie à cause des menaces de votre patron pour lequel vous livriez des boissons (cf. déclarations OE, p.12). Amené à expliquer au CGRA pour quelle raison vous n'avez pas fait mention de votre orientation sexuelle comme cause de votre départ, vous expliquez en avoir parlé mais ne pas avoir eu assez de temps ce jour-là, et qu'on ne vous a pas posé de questions sur votre histoire ce jour-là, mais qu'on vous a simplement demandé votre parcours (cf. NEP du 26/01/2021, p.3). Confronté au fait qu'on vous a pourtant clairement demandé à l'OE quelle était la raison de votre départ du pays, et que vous avez répondu avoir quitté le pays à cause de problèmes rencontrés avec votre patron, vous expliquez qu'on vous a demandé quel métier vous faisiez au pays, et que vous aviez bien répondu à cette question. Confronté au fait qu'il s'agit de deux questions différentes, et que la question concernait la raison de votre départ de Côte d'Ivoire, vous expliquez que le jour où vous avez été surpris en train d'avoir une relation sexuelle avec [A. C.] en 2017, le sac avec de l'argent appartenant à votre patron a été volé, et que c'est à cause de cela que vous n'êtes pas retourné à Aboisso et avez pris la fuite. L'officier de protection vous demande alors clairement si vous avez quitté le pays à cause de ce vol de sac, ou à cause de votre orientation sexuelle, vous affirmez bien avoir quitté la Côte d'Ivoire à cause de votre homosexualité. Amené alors à plusieurs reprises à expliquer pour quelle raison vous ne mentionnez pas cela à l'OE, mais parlez de votre patron à la place, vous restez très évasif et justifiez cela en substance par la manière dont la personne vous avait posé la question, et qu'elle vous avait demandé quel était votre métier (cf. NEP du 26/01/2021, p.16-17). La vague justification que vous avancez ne peut justifier pareille omission dès lors qu'elle porte sur les faits mêmes qui seraient à l'origine de votre fuite du pays et donc sur le fondement même de votre crainte. Cette omission fondamentale permet non seulement de remettre en cause votre bonne foi dans le cadre de votre demande de protection, mais discrédite aussi déjà sérieusement la réalité des faits que vous invoquez à la base de votre demande de protection internationale.

À la lumière de tous les éléments développés supra, votre crédibilité générale dans le cadre de votre demande se voit déjà fortement amenuisée à ce stade, ce qui justifie dès lors une exigence accrue à votre égard du point de vue de l'établissement des faits.

Ensuite, le Commissariat général estime que vous ne parvenez pas à établir le fait que vous êtes homosexuel, vos déclarations concernant la prise de conscience de votre orientation sexuelle, la manière dont vous avez vécu votre homosexualité au pays, et concernant vos relations au pays n'étant pas suffisamment convaincantes.

Tout d'abord, vous ne parvenez pas à convaincre le Commissariat général de la réalité de vos relations homosexuelles en Côte d'Ivoire et de la manière dont vous viviez votre homosexualité au pays.

Vous déclarez avoir connu votre première relation homosexuelle à l'âge de vos douze ans avec Ernest Bro, un camarade de classe qui vivait dans le même quartier que vous. Vous expliquez avoir été attiré par lui dès le moment où vous avez fait sa connaissance à douze ans, mais ne pas avoir osé lui avouer

vos sentiments. Vous ajoutez lui avoir fait des avances un jour mais qu'il ne les a pas acceptées, en vous demandant ce que vous étiez en train de faire. Vous lui répondez : « je t'ai juste touché » et faites semblant de rien par la suite. Vous décidez alors de lui offrir des cadeaux et de l'argent avec l'argent de poche que votre père vous donne en fin de mois, pour essayer de gagner ses faveurs. Par la suite, vous lui proposez de prendre une douche ensemble, une fois sous la douche vous commencez à le toucher et lui demandez si vous pouvez lui faire une fellation, ce qu'il accepte (cf. questionnaire CGRA ; cf. notes de l'entretien personnel (ci-après NEP) du 26/01/2021, p.12 ; cf. NEP du 05/03/2021, p.4, p.7-8).

Cependant, le CGRA ne peut croire que vous avez réellement entretenu une relation avec cette personne, compte tenu de vos déclarations peu consistantes au sujet de cette relation. Ainsi, vous déclarez d'abord que vous entreteniez une relation amoureuse avec cette personne et viviez votre relation en cachette, que vos parents respectifs pensaient qu'il s'agissait juste d'amitié entre vous, mais que c'était plus que de l'amitié. Vous parlez également de cette personne en l'appelant « mon petit copain » (cf. questionnaire CGRA ; cf. NEP du 26/01/2021 p.12). Cependant, lors du second entretien au CGRA, vous expliquez n'avoir eu qu'une seule relation avec lui sous la douche à vos 12 ans, et qu'après cela Ernest ne voulait plus avoir de relations avec vous, que vous n'avez pas pu le convaincre et que vous êtes donc restés de simples amis, jusqu'à ce qu'il vous dénonce à vos 15 ans et que vous ne quittiez le village. Confronté au fait que cela est en contradiction avec vos précédentes déclarations, vous expliquez que la personne a dû mal comprendre car celui avec qui vous viviez en cachette c'était [A. C.]. Confronté au fait que vous parliez bien d'Ernest, vous dites alors que votre relation se faisait en cachette, que ses parents vous connaissaient mais ne savaient pas que vous étiez amoureux d'Ernest, et répétez que vous faisiez cela en cachette. Amené à deux reprises à expliquer ce que vous faisiez en cachette avec Ernest, vous vous vous montrez vague, déclarant : « je vivais en cachette avec Ernest, ses parents pensaient que c'était de l'amitié, le lien que j'avais pour lui c'était en cachette, j'avais peur de lui parler ». Amené à expliquer pour quelle raison vous présentez deux versions différentes de votre relation, vous vous limitez à dire que vous étiez vraiment amoureux de lui, lui faisiez des cadeaux, mais que vous êtes tombé sur quelqu'un qui n'était pas homosexuel, sans toutefois expliquer ce manque de consistance important dans vos propos (cf. NEP du 05/03/2021, p. 9-11). Le caractère à ce point peu consistant et peu clair de vos déclarations au sujet de la relation entretenue avec Ernest remet déjà sérieusement en cause la réalité des faits que vous invoquez en lien avec lui.

Ensuite, le CGRA estime que la situation que vous décrivez en 2007 avec Ernest est très peu vraisemblable, et continue de renforcer l'absence de crédibilité de vos déclarations en lien avec cette relation. Ainsi, vous expliquez qu'en 2007, Ernest vous a volé l'argent que vous aviez reçu de votre famille pour la rentrée scolaire, que vous l'avez confronté et qu'il s'est alors mis à crier, ce qui a alerté votre père. Après avoir expliqué à votre père qu'Ernest avait pris votre argent, votre père lui a donné la parole pour qu'il puisse s'expliquer et Ernest a alors dit à votre père que vous lui faisiez des cadeaux pour qu'il couche avec vous (cf. NEP du 26/01/2021, p.12-13 ; cf. NEP du 05/03/2021, p. 11-12). Le CGRA estime très peu vraisemblable que cette personne vous dénonce à votre père, en sachant qu'il était directement impliqué risquait donc aussi d'être identifié comme homosexuel, ce qui l'exposait à de graves problèmes. Confronté à cette invraisemblance, vous expliquez que tous les gens du quartier et les parents d'Ernest sont venus chez vous, que vous étiez troublé et vous êtes enfui, car ils n'allaient pas parler d'Ernest mais de vous. Confronté au fait que cela vous concernait tous les deux, vous expliquez de manière peu convaincante que le fait qu'il ait été le 1er à avouer la relation signifiait qu'il n'était pas d'accord avec cela et ne voulait plus de cela. Confronté au fait que cela ne change rien au fait qu'il a tout de même eu une relation avec un homme, qu'il veuille ou non poursuivre cette relation, vous répondez vaguement qu'en effet il a eu une relation, mais qu'après c'est vous qui l'avez obligé, et que vous aviez insisté là-dessus (cf. NEP du 05/03/2021, p.13). Vos explications ne convainquent aucunement le CGRA, qui estime que cette personne se mettait clairement en danger personnellement en invoquant le fait que vous aviez eu une relation ensemble, beaucoup plus qu'en avouant avoir pris votre argent, et que la situation que vous décrivez est donc très peu crédible. Cet argument à la lumière des incohérences relevées supra concernant vos lieux de vie au pays, continue de convaincre le CGRA que vous n'avez pas eu de relation avec un dénommé Ernest, et que vous n'avez pas été contraint de quitter votre village natal comme vous le prétendez.

Il convient également de relever que vos déclarations au sujet de votre vécu entre 2007 et 2014, soit la période entre vos deux relations homosexuelles au pays, sont très peu convaincantes. Amené à parler de la manière dont vous avez vécu votre homosexualité entre le moment où vous avez quitté Binouan et le moment où vous avez fait la rencontre d'[A. C.] sur un site de rencontres, vous expliquez que vous n'avez plus voulu vous exposer car vous aviez été abandonné, que vous êtes resté de votre côté et ne vouliez pas que les gens sachent que vous êtes homosexuel. Amené à dire si vous avez cherché à

rencontrer des gens pendant cette période, vous répondez par la négative, en expliquant que c'était parce que vous ne vouliez pas que les gens sachent que vous étiez homosexuel, à cause des problèmes rencontrés en 2007. Invité à expliquer ce qui a changé en 2014, vous expliquez alors vous être inscrit sur le site de rencontres, que c'est via ce site que vous avez connu [A. C.]. Amené à expliquer ce qui vous a poussé à vous inscrire sur ce site de rencontres alors que pendant sept ans vous n'avez rien fait, vous expliquez juste avoir tapé le mot « homosexuel » dans votre téléphone et avoir trouvé ce site de rencontres, et que vous vous êtes dit que ça pouvait peut-être vous permettre de rencontrer des amis. Amené une nouvelle fois à expliquer ce qui vous a poussé à vous inscrire sur ce site alors que pendant sept ans vous ne vouliez pas faire de rencontres, vous expliquez que rien n'a changé mais que le problème remonte à Ernest car vous étiez allé vers lui mais qu'à la fin il vous a trahi. L'officier de protection vous invite à nouveau à expliquer ce qui a changé pour qu'en 2014 vous fassiez la démarche de vous inscrire sur ce site, vous expliquez juste vous être dit que vous alliez peut-être y trouver des gens honnêtes et des amoureux. Amené à expliquer comment vous vous sentiez d'un point de vue sentimental entre 2007 et 2014 et comment vous avez vécu le fait de n'avoir aucune relation pendant ces sept ans, vous vous limitez à dire que vous aviez des envies mais n'aviez pas le choix, et que vous vouliez attendre le bon moment. Invité justement à faire part de situations entre 2007 et 2014 où vous avez été attiré par un homme, vous expliquez en substance de manière vague que des gens vous plaisaient bien mais que vous ne pouviez pas vous approcher d'eux car vous ne saviez pas s'ils étaient comme vous. L'officier de protection vous demande d'être plus spécifique et de faire part d'une situation concrète dont vous vous souvenez, mais vous restez vague, expliquant « je tombais amoureux des gens mais je pouvais pas faire face, leur parler […] » sans toutefois vous référer à une situation en particulier. La question vous est reposée à deux reprises, et vous finissez alors par faire référence à un jeune qui vendait des boissons dans un bar à Yaou, lorsque vous étiez livreur de boissons, que vous ressentiez des choses pour lui mais ne pouviez pas lui avouer (cf. NEP du 05/03/2021, p.16-18).

Le CGRA observe que vous vous montrez très peu circonstancié lorsque vous êtes amené à parler de votre vécu entre 2007 et 2014, et qu'invité à parler des attirances que vous avez ressenties durant cette période de sept ans, vos déclarations ne sont absolument pas spécifiques et donc aucunement empreintes de faits vécus. Enfin, le CGRA ne peut que constater que la seule situation spécifique à laquelle vous faites référence n'est pas crédible, compte tenu d'une incohérence temporelle. Ainsi, lorsque vous faites référence à ce barman dont vous aviez été attiré dans le cadre de votre travail, l'officier de protection vous confronte alors au fait que lors du premier entretien au CGRA vous aviez précisé n'avoir commencé ce travail qu'en 2015, ce que vous niez et expliquez avoir commencé ce travail trois mois après votre arrivée à Aboisso, en 2007. Confronté à vos propres déclarations, vous expliquez qu'il s'agit d'une incompréhension et que vous aviez 15 ans quand vous avez commencé à travailler. Confronté au fait que vous aviez pourtant dit de manière très claire « [A. C.] je l'ai connu le 01/01/2015, avant de trouver le boulot » , ce qui ne laisse pas de place au doute, vous vous bornez alors juste à dire que vous avez commencé à travailler en 2007 et avez rencontré [A. C.] en 2015 (cf. NEP du 26/01/2021, p.13-14 ; cf. NEP du 05/03/2021, p.18). Dans votre email d'observation aux notes de l'entretien, vous modifiez alors les dates de votre emploi en tant que livreur de boissons et modifiez également votre déclaration selon laquelle vous aviez rencontré [A. C.] avant de commencer à travailler (cf. email du 24/03/2021, modifications faites aux pages 5 et 13 des NEP du 26/01/2021). Cependant, votre rectification tardive ne permet pas de renverser le constat fait par l'officier de protection, dans la mesure où vous aviez également écrit vous-même de votre main : « j'ai eu le travail en 2015 », lorsque l'officier de protection vous avait demandé d'écrire les noms des villes où vous travailliez (cf. p.5 des NEP du 26/01/2021 et feuille manuscrite annexée).

Mis à part les points déjà relevés ci-dessus, le CGRA observe également que vos déclarations en lien avec votre partenaire [A. C.], avec qui vous prétendez avoir eu une relation entre début 2015 et juillet 2017, ne permettent pas de tenir cette relation pour établie. Vous déclarez avoir eu une relation avec lui durant deux ans et demi, et qu'il vous accompagnait régulièrement dans vos livraisons à Yaou et passiez quelques nuits là-bas ensemble, avant de rentrer sur Aboisso (cf. NEP du 05/03/2021, p.18-20). Compte tenu de la durée de votre relation, il est raisonnable d'attendre de vous que vous soyez en mesure de parler de cette personne de manière très détaillée, et de pouvoir parler de son parcours en lien avec son orientation sexuelle. Cependant, le CGRA relève que vous faites preuve de méconnaissances sur de nombreux points, ce qui empêche de tenir cette relation pour établie. Ainsi, amené à dire si [A. C.] avait eu d'autres partenaires avant vous, vous déclarez « là il m'a pas dit, j'ai aucune idée, je lui ai demandé car j'ai parlé de mon cas, au fait il a pas dit oui ou non et a laissé tomber ». Amené à dire si [A. C.] était déjà sorti avec une femme, vous indiquez ne pas lui avoir demandé. Invité à expliquer comment [A. C.] a pris conscience de son homosexualité, vous répondez ne pas savoir, car vous n'en avez jamais parlé avec lui. Amené ensuite à dire qui dans son entourage était au

courant de son orientation sexuelle, vous déclarez : « là je sais pas, aucune idée ». Amené à parler de problèmes que cette personne aurait rencontré à cause de son homosexualité, vous répondez de manière vague et laconique qu'il vous a dit qu'il a eu des problèmes, car il était efféminé, et qu'il a été torturé par certaines personnes, mais qu'il n'a rien dit d'autre (cf. NEP du 05/03/2021, p.21). Compte tenu de l'importance que représente pour un individu la découverte de son orientation sexuelle, a fortiori lorsque celle-ci est considérée comme déviante et fortement condamnée par la société, il est invraisemblable que vous n'ayez pas abordé le sujet. Il n'est pas crédible que vous ne vous soyez jamais intéressé à ce moment particulièrement important dans la vie de votre partenaire que représente la découverte de son homosexualité. Il est également peu crédible que vous ne lui ayez pas demandé qui dans son entourage était au courant de son orientation sexuelle, d'autant plus que cela vous concerne directement, dans la mesure où vous aviez une relation avec cette personne, et que pour vous protéger, il est indispensable de savoir si certaines personnes sont au courant de son homosexualité. Vos déclarations lacunaires en lien avec le vécu de votre partenaire [A. C.] donnent déjà un indice sérieux du fait que vous n'avez pas entretenu de relation avec cette personne.

Par ailleurs, invité à évoquer des souvenirs de moments spécifiques de votre relation avec [A. C.], vous vous montrez extrêmement peu convaincant, ce qui continue de jeter le discrédit sur votre prétendue relation avec cette personne. Ainsi, si vous vous montrez capable de faire part d'un souvenir spécifique et relativement personnel, en parlant du fait que votre partenaire avait l'habitude de vous appeler « chéri » et qu'il vous a une fois appelé « chéri » par erreur dans un supermarché, et avez alors fait mine de ne pas savoir à qui il parlait, vous vous montrez cependant incapable d'en évoquer d'autres, ce qui n'est pas plausible au vu de la durée de votre relation. Ainsi, invité par l'officier de protection à faire part d'autres souvenirs de moments spécifiques que vous auriez avec [A. C.], vous vous limitez à dire que votre sujet de discussion principal était le fait que vous deviez vivre votre relation en cachette, et souhaitiez une vie meilleure, et qu'il vous faisait des cadeaux et des surprises quand il venait d'Abidjan. Amené à faire part de souvenirs plus précis que vous auriez avec lui, vous vous bornez à dire « c'est tout ». Confronté au fait qu'il est peu crédible que vous ne soyez pas en mesure de faire part de plus de souvenirs de cette relation qui a pourtant duré plus de deux ans, vous vous limitez à dire « c'est les choses qui m'ont marquées chez lui » (cf. NEP du 05/03/2021, p.20-21). Le Commissariat général estime que vous auriez dû être en mesure de relater de manière spontanée, sincère et convaincante, une multitude d'anecdotes ou de souvenirs de votre relation amoureuse avec [A. C.], ce que vous n'avez pas été en mesure de faire.

Votre relation avec [A. C.] n'étant pas tenue pour établie par le CGRA, les problèmes que vous auriez rencontrés en juillet 2017 après avoir été surpris avec cette personne, et qui auraient mené à votre départ du pays, ne sont pas non plus tenus pour établis.

Ensuite, force est de constater que vous vous montrez peu consistant dans vos déclarations en lien avec le site de rencontres sur lequel vous étiez inscrit en Côte d'Ivoire, ce qui déforce encore votre crédibilité générale, et continue de discréditer les faits que vous invoquez en lien avec votre orientation sexuelle. Ainsi, lors du 1er entretien au CGRA, vous déclarez avoir rencontré des amis après votre arrivée à Aboisso sur un site de rencontres, et que ces personnes vous ont emmené à l'association « Alternative Côte d'Ivoire » à Abidjan. Amené à être plus précis sur ces amitiés nouées après votre arrivée à Aboisso, vous déclarez avoir fait connaissance avec quatre amis gays sur le site de rencontres « Planète Roméo », et les avoir ensuite rencontrés à Abidjan (cf. NEP du 26/01/2021, p.9-10). Lors du second entretien au CGRA, amené à parler des personnes que vous auriez rencontrées via le site de rencontres en Côte d'Ivoire, à part [A. C.], vous expliquez vous être concentré uniquement sur [A. C.], et qu'il s'agit de la 1ère personne que vous avez rencontrée, qu'il vous a emmené à l'association « Alternative Côte d'Ivoire » le jour où vous vous êtes rencontrés. Amené à être plus précis, et expliquer si vous avez parlé avec d'autres personnes sur ce site, vous répondez avoir parlé avec d'autres personnes, mais voulant éviter les problèmes vous vous êtes concentré sur [A. C.]. Amené à expliquer si vous avez rencontré certaines de ces personnes avec qui vous aviez dialogué en ligne, vous répondez par la négative. Confronté au fait que lors du 1er entretien vous aviez clairement expliqué avoir rencontré plusieurs amis à Abidjan après avoir fait leur connaissance en ligne, vous niez et expliquez que la 1ère fois que vous avez rencontré [A. C.] il était avec ses amis. Confronté au fait que vous parliez clairement d'amis rencontrés via le site et non via [A. C.], vous vous bornez à répéter que quand vous avez connu [A. C.] il était avec ses amis (cf. NEP du 05/03/2021, p.22-23). Par la suite, dans votre email d'observation aux notes de l'entretien, vous modifiez alors vos déclarations du premier entretien en lien avec ces personnes (cf. email du 24/03/2021, modifications faites à la page 10 des NEP du 26/01/2021). Le CGRA estime que vos déclarations lors du premier entretien ne laissaient pas de place à l'ambiguïté, et cette rectification tardive de votre part ne permet pas de renverser

l'incohérence relevée supra. Le caractère peu consistant de vos déclarations en lien avec votre activité sur ce site de rencontres continue de décrédibiliser la réalité de votre orientation sexuelle alléguée.
Vous expliquez également avoir fréquenté à deux reprises l'association « Alternative Côte d'Ivoire » à Abidjan, une association qui défend les droits des personnes LGBT. Vous indiquez que c'est [A. C.] qui vous a fait découvrir cette association et vous y a conduit (cf. NEP du 05/03/2021, p.22). Or, vos déclarations et les documents que vous fournissez ne permettent pas de croire que vous avez réellement fréquenté cette association, ce qui continue de remettre en cause les faits que vous invoquez en lien avec votre orientation sexuelle alléguée, mais également votre relation avec [A. C.], compte tenu du fait que c'est cette personne qui vous aurait fait découvrir l'association. Ainsi, force est de constater que la carte de membre que vous déposez est une carte de la clinique de l'association « Espace Confiance », et non de l'association « Alternative Côte d'Ivoire » (cf. farde verte, document n°3). Confronté à cela, vous expliquez qu'il s'agit de la même association (cf. NEP du 26/01/2021, p.10). Or, il ressort clairement des informations objectives que « Alternative » et « Espace Confiance » sont deux associations bien distinctes. Le fait que vous présentiez la carte d'une association en donnant le nom d'une autre association discrédite déjà largement vos déclarations en lien avec votre fréquentation de cette association, et continue d'affaiblir votre crédibilité générale, déjà largement entamée à ce stade. Ensuite, vous vous montrez peu consistant sur la manière dont vous avez eu connaissance de cette association, déclarant d'abord que ce sont quatre personnes rencontrées via le site de rencontres qui vous y ont emmené (cf. NEP du 26/01/2021, p.9), avant de déclarer lors du second entretien que c'est [A. C.] qui vous a emmené, et qu'il était avec ses amis (cf. NEP du 05/03/2021, p.22-23). Ensuite, le CGRA relève que, tandis que vous vous présentez systématiquement depuis plusieurs années sous le nom de famille de la personne qui vous a accueilli à Aboisso ([E.]) dans le but de cacher votre réelle identité, la carte de membre d'Espace Confiance mentionne votre vrai nom de famille (Bledou) lorsque vous vous inscrivez à l'association, alors que vous déclarez que vous n'y êtes allé que deux fois car vous aviez beaucoup de travail mais aussi parce que vous aviez peur de vous afficher en public et aviez peur que votre famille vous voie dans cette association. Amené dès lors à expliquer pour quelle raison vous n'avez pas donné votre nom d'emprunt « [E.] » lors de votre inscription à l'association, vous répondez avoir dû donner une attestation que vous aviez pour qu'ils puissent vous délivrer votre carte de membre (cf. NEP du 26/01/2021, p.11-12). Le CGRA n'est pas convaincu par cette explication et ne peut croire, compte tenu du fait que vous vous dissimulez sous un autre nom de famille depuis plusieurs années, et que vous déclarez avoir peur de vous afficher, qu'à cette occasion vous donniez votre nom officiel. D'autant plus que, d'après la responsable de la clinique Espace Confiance, interviewée par le journal Le Monde (cf. article de presse dans la farde bleue), les personnes fréquentant cet endroit se présentent souvent sous un faux nom ou un faux numéro. Tous ces éléments poussent le CGRA à penser que vous n'avez jamais fréquenté cette association, contrairement à ce que vous prétendez.

Les propos que vous tenez en lien avec la prise de conscience de votre homosexualité ne sont pas non plus de nature à convaincre le Commissariat général de la réalité de votre homosexualité alléguée.

Amené à expliquer à quelle période de votre vie vous avez pris conscience du fait que vous étiez attiré par les hommes, vous expliquez avoir pris conscience de cela à vos 10 ans. Invité à expliquer ce qui s'est passé à vos dix ans, vous indiquez en substance que vous ne ressentiez rien pour les filles et que cela vous a amené à douter de votre orientation sexuelle. Invité à développer ce doute dont vous parlez, vous expliquez qu'à vos dix ans, quand vos amis parlaient des filles, ça ne vous intéressait pas, que vous aviez un sentiment envers les hommes mais que c'était difficile pour vous d'en parler. Amené à expliquer très concrètement comment vous vous êtes rendu compte que vous aviez des sentiments envers les hommes, vous expliquez que depuis votre naissance vous avez eu ce sentiment, et que à 10 ans vous ne ressentiez rien pour les filles et aviez une attirance envers les hommes, que c'est à partir de là que vous avez su. Invité à être plus concret et plus précis, en vous souvenant de moments, de personnes, ou de situations où vous avez ressenti cette attirance pour les hommes, vous répondez qu'à vos dix ans vous tombiez déjà amoureux de vos amis, mais que vivant dans un village, vous ne pouviez pas en parler. Amené une nouvelle fois à être plus précis, à expliquer de quels amis vous parlez, et à faire référence à des situations concrètes, vous parlez alors de votre première relation avec Ernest à vos 12 ans. L'officier de protection vous renvoie alors vers vos 10 ans, compte tenu du fait que vous avez mentionné avoir ressenti des attirances à cet âge, et vous invite une nouvelle fois à être concret, comme vous l'avez été en parlant de votre première relation à vos 12 ans, mais en vous concentrant cette fois sur les amis dont vous êtes tombé amoureux à vos 10 ans, vous expliquez alors en substance que vous préfériez jouer aux jeux de filles avec les filles, plutôt qu'au football avec les garçons, et que vous vous sentiez mieux avec les hommes. Confronté au fait que vous n'avez pas répondu à la question, et amené une nouvelle fois à expliquer dans quelles situations vous avez compris que vous étiez tombé amoureux de vos amis, vous expliquez : « je prenais de l'amusement, leur donnais des

bises, ils prenaient ça comme des bises mais au fond de mon coeur c'était autre chose ». Amené à expliquer qui sont ces amis, vous répondez de manière vague : « mes amis d'enfance ». Invité à préciser par qui vous étiez attiré exactement à vos dix ans, vous faites alors référence à votre copain Ernest Bro, et à vos douze ans. Amené à dire qui sont les autres amis d'enfance dont vous parlez, vous citez les noms de cinq personnes (cf. NEP du 05/03/2021, p.2-3).

Amené à expliquer comment vous avez compris que vous étiez attiré par ces cinq garçons, vous faites à nouveau référence au fait que vos amis garçons parlaient souvent de filles mais que vous n'étiez pas intéressé par les filles, et que vous vous posiez des questions en vous demandant « pourquoi je suis tombé amoureux de mes amis ? », et ne compreniez pas ce qui vous arrivait. Amené à expliquer ce que vous ressentiez, vous expliquez que vous vous sentiez homosexuel. Invité à dire ce que vous ressentiez pour vos amis, vous expliquez que vous ressentiez de l'amour pour eux. Amené une nouvelle fois à expliquer dans quelles situations vous avez compris cela, car le fait de ne pas être intéressé par les femmes ne signifie pas forcément que vous êtes attiré par les hommes, d'autant plus qu'à dix ans vous étiez encore très jeune, vous revenez encore sur la même chose, expliquant que vous aviez un sentiment pour les hommes car quand vous étiez ensemble, ils parlaient de filles mais vous n'étiez absolument pas intéressé par les filles, et ressentiez uniquement quelque chose pour les hommes. Amené une nouvelle fois de faire part d'une situation où vous avez compris que vous ressentiez de l'amour pour les garçons, vous vous montrez très vague : « Quand je vois un homme qui est très beau je n'arrive plus à me contrôler […] c'est à partir de ce moment que j'ai commencé à douter de mon orientation sexuelle ». Confronté au fait que vous parlez à nouveau de manière générale, sans faire référence à une personne ou un moment précis, vous revenez alors sur votre premier partenaire, que vous avez rencontré à vos douze ans. Confronté à cela, et amené une nouvelle fois à revenir à vos dix ans, dans la mesure où vous invoquez cet âge, vous restez vague : « avant je suis tombé amoureux de mes amis, mais je n'ai pas trouvé la personne que j'aime beaucoup ». Amené une dernière fois à faire part d'une situation spécifique dont vous vous souvenez en lien avec cette attirance pour vos amis, vous finissez alors par faire référence au fait que vous alliez vous baigner nus dans la rivière, et que quand vous voyiez leur torse nu vous n'arriviez plus à vous contrôler, et que c'est à partir de là que tout a commencé (cf. NEP du 05/03/2021, p.3-5).

Le CGRA ne peut que constater que vos propos en lien avec votre prise de conscience ne donnent nullement une impression de vécu en votre chef. En effet invité à de nombreuses reprises par l'officier de protection à faire part de situation concrètes à partir de vos dix ans qui vous ont amenées à comprendre que vous étiez attiré par les personnes de même sexe, vous vous bornez à répéter en substance que vous n'étiez pas attiré ou intéressé par les filles, mais n'expliquez en rien comment vous avez compris que vous étiez attiré par les hommes, et dans quelles situations vous vous êtes rendu compte de cela, et continuez à faire référence à votre premier partenaire [E. B.], que vous n'avez rencontré qu'à vos douze ans. Ce n'est que devant l'insistance du Commissariat général, que vous finissez par donner le nom de personnes par qui vous étiez attiré et que vous évoquez finalement une seule situation concrète. Au vu de ce qui précède, le CGRA estime que vos déclarations trop peu concrètes et spécifiques, dénuées de toute spontanéité ne reflétant donc pas un sentiment de faits vécu, ne sont pas de nature à emporter la conviction du Commissariat général en ce qui concerne votre prise de conscience de votre orientation sexuelle.

Les arguments supra, à la lumière des autres éléments relevés supra en lien avec vos prétendues relations avec Ernest et [A. C.], ainsi que sur la manière dont vous viviez votre homosexualité au pays, forment un faisceau d'éléments convergents qui décrédibilisent votre orientation sexuelle alléguée, et n'emportent pas la conviction du Commissariat général.

Vous ne vous montrez pas plus convaincant en ce qui concerne votre vécu homosexuel depuis votre arrivée en Belgique.

En effet, amené à parler de la manière dont vous avez vécu votre homosexualité depuis votre arrivée en Belgique, vous déclarez avoir une relation amoureuse avec [S. B. N.] depuis janvier 2019, et également entretenir des relations sexuelles avec une personne transsexuelle du nom de [M. I.] depuis mai 2019 (cf. NEP du 26/01/2021 p.8, p.11). Cependant, vos déclarations concernant vos fréquentations avec deux personnes, sont peu convaincantes, et ne suffisent pas à démontrer votre homosexualité alléguée.

Ainsi, au sujet de Steven, un demandeur d'asile rencontré en centre ouvert, le CGRA remarque d'emblée que vous ne fournissez pas le moindre document en lien avec votre relation pour venir appuyer vos déclarations, alors que vous fréquentez pourtant cette personne depuis plus de deux ans et

demi. Ensuite, invité à parler de la manière dont Steven a pris conscience de son homosexualité, vous vous limitez à dire de manière peu convaincante que lorsqu'il était petit il jouait avec les filles et mettait les jeunes bébés sur son dos. Amené à expliquer qui dans son entourage au pays est au courant de son homosexualité, vous déclarez ne pas savoir. Invité à dire si Steven est déjà sorti avec une femme, vous déclarez qu'il ne vous en a pas parlé (cf. NEP du 05/03/2021 p.27). Le CGRA ne peut croire que vous ne soyez pas en mesure de faire part de plus d'informations en lien avec le parcours de votre partenaire, d'autant plus que vous déclarez clairement que vous avez beaucoup parlé avec lui. Les éléments ci-dessus permettent déjà de remettre en cause la réalité de votre relation avec cette personne. Les quelques déclarations que vous tenez en lien avec votre vécu avec cette personne, lorsque vous êtes amené à parler de souvenirs que vous avez ensemble, ne suffisent pas à démontrer votre homosexualité alléguée.

Ensuite, concernant votre relation avec [M. I.], rencontré sur un site de rencontres en 2019, vous fournissez un témoignage rédigé par cette personne (cf. farde verte, document n°4). Cependant, le CGRA relève certaines incohérences entre le contenu de son témoignage, et vos propres déclarations. Ainsi, vous déclarez avoir des rapports réguliers avec cette personne depuis mai 2019, environ une fois par mois, jusqu'à aujourd'hui (cf. NEP du 26/01/2021 p.11 ; cf. NEP du 05/03/2021 p.26). Or, cette personne explique dans son témoignage que vous n'êtes restés ensemble que quelques mois et avez ensuite dû rompre, car vous étiez jaloux et possessif. Amené à expliquer si vous vous voyiez à son appartement, vous répondez par l'affirmative et expliquez que vous alliez chez lui, faisiez l'amour, parliez et que vous repartiez le lendemain. Par ailleurs, amené à dire ce que vous faisiez quand vous vous voyez, vous expliquez que vous alliez chez lui, buviez et faisiez l'amour. Amené à dire ce que vous faisiez d'autre, vous expliquez que vous discutiez ensemble. Invité à dire si c'était toujours à son appartement, vous répondez par l'affirmative (cf. NEP du 05/03/2021 p.26). Or, cette personne précise que vous vous voyiez dans son appartement, mais également que vous faisiez de longues balades ensemble, et vous donniez parfois rendez-vous dans un fast-food à Liège, faits dont vous n'avez absolument fait mention durant votre entretien. Ces deux incohérences donnent déjà un indice du fait que cette relation n'est pas réelle.

Ensuite, vous vous montrez peu convaincant lorsque vous êtes amené à parler de la fréquence à laquelle vous vous voyez. Vous répondez d'abord de manière vague qu'elle habitait loin, que lorsque vous l'avez rencontrée, elle habitait Olne. La question vous est reposée, vous répondez vaguement vous être vus la 1ère fois et puis plus rarement. Invité à être plus précis et à donner une idée de la fréquence à laquelle vous vous voyez, vous finissez par répondre que vous vous voyiez une fois par mois car cette personne est très occupée. Invité à dire ce qu'elle faisait, vous répondez vaguement qu'elle était occupée à faire ses courses car elle habitait loin. Le caractère vague de vos réponses ne convainc absolument pas le CGRA (cf. NEP du 05/03/2021 p.25-26). Enfin, vous vous montrez incapable de donner la moindre information en lien avec le parcours de cette personne, concernant son orientation sexuelle. Vous vous montrez également incapable de dire ce que son entourage proche, sa famille et ses amis pensent de cela, et du fait qu'il s'habille en femme (cf. NEP du 05/03/2021 p.26). Le CGRA ne peut croire que vous ne soyez pas en mesure de faire part de plus d'informations en lien avec le parcours de cette personne, ce qui continue de de remettre en cause la réalité de votre relation avec cette personne.

Quant aux documents fournis à l'appui de votre demande, ils ne sont pas de nature à remettre en cause les arguments susmentionnés.

En ce qui concerne l'attestation de suivi psychologique délivrée le 22/02/2019 (cf. farde verte, document n°1), aucun lien ne peut être établi entre ce qui y est constaté et les faits allégués à la base de votre demande de protection internationale. L'attestation prouve que vous avez eu deux rendez-vous avec un psychologue en février 2019, et que le suivi psychologique aurait débuté en mars 2019, rien de plus. Par ailleurs, vous précisez avoir arrêté ce suivi deux à trois mois avant votre premier entretien au CGRA, fin 2020 donc, car vous vous sentiez un peu mieux (cf. NEP du 26/01/2021, p.9).

Quant au certificat médical datant de mai 2019 (cf. farde verte, document n°2), aucun lien ne peut être établi entre ce qui est constaté dans ce document et les faits allégués à la base de votre demande de protection internationale. Le médecin qui a rédigé l'attestation atteste d'une cicatrice au niveau lombaire, en expliquant que d'après vos propos, cette lésion serait due à des coups, sans toutefois attester de la compatibilité entre cette cicatrice et les faits que vous invoquez. Mis à part attester de cette cicatrice, le médecin se borne à reproduire vos déclarations, selon lesquelles vous auriez subi une brûlure au

niveau de l'abdomen, auriez des troubles anxio-dépressifs, des troubles de l'érection et des douleurs au pénis, qui seraient dus à des violences subies en juin 2017 dans votre pays d'origine.

En ce qui concerne la copie d'une carte « Espace Confiance – Clinique Confiance » à votre nom (cf. farde verte, document n°3), vos déclarations lacunaires relevées supra en lien avec la fréquentation de cette association ne permettent absolument pas de tenir pour établi que vous avez réellement fréquenté cet endroit. Le simple fait de présenter une telle carte, par ailleurs très facilement falsifiable, ne permet nullement de démontrer que vous avez fréquenté cet endroit, et encore moins prouver une quelconque orientation sexuelle dans votre chef.

Quant au témoignage de [M. I.] (cf. farde verte, document n°4), le Commissariat général constate qu'il n'est accompagné d'aucune pièce d'identité permettant d'identifier formellement son auteur. Le CGRA relève également son caractère privé, et par conséquent, l'absence de garantie quant à la provenance et à la sincérité de ce document, ce qui limite très fortement son caractère probant, tout comme les incohérences relevées supra entre vos déclarations et le contenu du témoignage.

En ce qui concerne le rapport alternatif au comité des droits de l'homme datant de 2015, soumis par les associations Espace Confiance et Alternatives Côte d'Ivoire (cf. farde verte, document n°5), que vous présentez dans le but d'expliquer vos déclarations en lien avec votre carte de membre « Espace Confiance – Clinique Confiance » (cf. NEP du 05/03/2021, p.2), ce document ne permet absolument pas d'expliquer le fait que vous ayez présenté cette carte en expliquant avoir fréquenté l'association « Alternative Côte d'Ivoire », ce document à portée générale précisant d'ailleurs très clairement que ce sont deux associations bien distinctes.

Quant aux photographies vous représentant en compagnie d'autres personnes, ou en train d'embrasser quelqu'un (cf. farde verte, document n°6), le Commissariat général estime que de tels clichés ne permettent aucunement d'attester des faits que vous invoquez. Le Commissariat général est dans l'impossibilité de s'assurer des conditions dans lesquels ils ont été pris et de l'identité des personnes qui y figurent ou de leur lien éventuel avec vous.

Concernant les notes de votre entretien personnel, nous avons bien pris connaissance des remarques et observations que vous avez fait parvenir au CGRA en date du 24 mars 2021. Cependant, ces observations ne sont pas de nature à renverser les constats dressés dans la présente décision.

Au vu de l'ensemble des éléments développés ci-dessus, le Commissariat général reste dans l'ignorance des motifs réels qui ont mené à votre départ du pays et est dans l'impossibilité de conclure qu'il existe, en votre chef, une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève ou un risque réel de subir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. La requête

2.1 Le requérant confirme le résumé des faits tel qu'il est exposé dans le point A de la décision entreprise.

2.2 Dans un moyen unique, il invoque la violation de l'article 1er § A, alinéa 2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 concernant le statut des réfugiés (modifié par l'article 1er, §2, de son Protocole additionnel du 31 janvier 1967, ci-après dénommés « la Convention de Genève ») « tel qu'interprété par les articles 295 à 1999 du guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié (principes et méthodes pour l'établissement des faits) » ; la violation de l'article 4 de « la directive qualification » ; la violation des articles 48/3, 48/4 et 48/6 de la loi du 15 décembre 1980 (sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ci-après, dénommée « la loi du 15 décembre 1980 »).

2.3 Après avoir rappelé les obligations que certaines de ces dispositions imposent à l'administration, le requérant conteste la pertinence des différentes incohérences, lacunes et autres anomalies relevées dans ses dépositions pour mettre en cause leur crédibilité. Il reproche à titre liminaire à la partie défenderesse de ne pas avoir procédé à une analyse globale de ses propos, de n'avoir pas suffisamment tenu compte de son faible degré d'éducation et de ne pas avoir tenu compte des confusions opérées entre son âge et les dates citées.

2.4 Il critique ensuite la motivation de l'acte attaqué concernant son vécu homosexuel en Belgique. Il reproche à la partie défenderesse de lui avoir posé des questions inadéquates, en se focalisant notamment sur sa relation avec M. I. plutôt que sur sa relation stable avec S. B. N. Il renvoie aux témoignages et aux photographies jointes à son recours pour établir sa relation avec S. B. N. et ses contacts avec un cercle d'amis homosexuels.

2.5 Il fournit également différentes explications de faits afin de mettre en cause la pertinence des motifs de l'acte attaqué concernant son parcours et sa famille. S'agissant des divergences de nom déclaré à l'Office des étrangers puis devant la partie défenderesse, il invoque le sentiment de crainte qui l'habitait lorsqu'il a introduit sa demande d'asile à l'Office des étrangers. S'agissant des divergences concernant le décès de sa mère, il explique utiliser l'expression « mes parents » pour désigner son seul père et souligne la sévérité excessive de la partie défenderesse. S'agissant de l'omission de son orientation sexuelle devant l'Office des étrangers, il rappelle l'avoir spontanément expliquée lors de sa première audition au Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides (C. G. R. A.) et souligne que les problèmes invoqués à l'Office des étrangers vis à vis de son patron étaient liés aux circonstances de la découverte de la relation homosexuelle qui l'a amené à quitter le pays avec son ami.

2.6 Il conteste encore la pertinence des motifs de l'acte attaqué concernant ses relations homosexuelles en Côte d'Ivoire. S'agissant de E. B., il souligne que ce dernier refusait son amour. Il en déduit que E. B. pouvait l'accuser de le forcer à avoir une relation avec lui. Il fait valoir qu'il a valablement expliqué son attentisme entre 2007 et 2014 par le traumatisme subi lorsqu'il a été chassé par son père. Il soutient que ses propos au sujet de A. C. étaient suffisamment circonstanciés et constants.

2.7 Concernant la découverte de son attirance pour les hommes, il réitère ses propos et affirme qu'ils sont suffisamment circonstanciés dès lors qu'ils ont trait aux souvenirs portant des faits survenus lorsqu'il avait 10 ans et qu'il a été interrompu par l'officier de protection lui interdisant de parler de E. B.

2.8 Le requérant reproche enfin à la partie défenderesse de ne pas avoir suffisamment pris en considération les documents médicaux produits et cite à l'appui de son argumentation la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme, en particulier les arrêts des 5 et 19 septembre 2013.

2.9 Il fait ensuite valoir que la société ivoirienne est homophobe, que les homosexuels ne peuvent pas trouver de protection effective auprès des autorités ivoiriennes et qu'il n'existe pas non plus pour eux de possibilité de fuite interne. A l'appui de son argumentation, il cite des extraits de plusieurs rapports.

2.10 En conclusion, le requérant prie le Conseil, à titre principal, de lui reconnaître la qualité de réfugié, ou à tout le moins, de lui octroyer le statut de protection subsidiaire. A titre subsidiaire, il sollicite l'annulation de l'acte attaqué.

3. L'examen des éléments nouveaux

3.1 Le requérant joint à sa requête introductive d'instance des documents présentés comme suit :

« *Inventaire des pièces en annexe*
1.Copie de la décision attaquée
2. Désignation BAJ
3. Attestation Maison Arc-en-ciel, dd. 28.09.2021
4. Photos du requérant et de Hugues (déjà déposées au CGRA)
5 Série d'articles et de rapports portant sur la situation des personnes homosexuelles au Sénégal »

3.2 Lors de l'audience du 10 février 2022, il dépose une note complémentaire accompagnée des documents énumérés comme suit : « [...]

- *une attestation d'enregistrement de la déclaration de cohabitation légale avec son compagnon, Monsieur [B. N.], datée du 30 novembre 2021 (pièce 1) ;*
- *l'attestation du 25 mars 2020 du Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides (« CGRA ») reconnaissant à Monsieur [B. N.] le statut de réfugié (pièce 2) ;*
- *les notes de l'entretien personnel du 6 février 2020 de Monsieur [B. N.] au CGRA (pièce 3).* »

3.3 Le Conseil constate que ces pièces correspondent aux conditions légales. Partant, il les prend en considération.

4. L'examen du recours

4.1 La décision attaquée refuse de reconnaître la qualité de réfugié au requérant et de lui octroyer le statut de protection subsidiaire au motif que ni les persécutions alléguées en raison de l'orientation sexuelle du requérant, ni ladite orientation sexuelle ne sont établies. La partie défenderesse estime encore que rien ne justifie en l'espèce l'application de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980, relatif à la protection subsidiaire. Les documents déposés au dossier administratif sont, par ailleurs, jugés inopérants.

4.2 En l'espèce, le Conseil observe que la partie défenderesse, qui fonde notamment la décision attaquée sur le constat que le requérant n'établit pas la réalité de l'orientation sexuelle qu'il invoque, n'a pas pu prendre en considération les nouvelles déclarations du requérant sur les relations qu'il dit avoir nouées en Belgique, en particulier celles selon lesquelles il cohabite dorénavant légalement avec S. B. N., ni les pièces qu'il a déposées lors de l'audience du 10 février 2022. Au vu des nouveaux éléments fournis par le requérant, le Conseil estime qu'il n'est pas en possession de suffisamment d'éléments pour que la réalité de l'orientation sexuelle alléguée par ce dernier soit valablement mise en cause.

4.3 Par conséquent, le Conseil estime nécessaire de procéder à une nouvelle évaluation de l'orientation sexuelle du requérant, en auditionnant le cas échéant une nouvelle fois celui-ci. Après ce réexamen, pourrait se poser la question de la situation des homosexuels en Côte d'Ivoire, les informations objectives figurant au dossier administratif étant à cet égard insuffisantes dans la mesure où elles se limitent à éclairer le Conseil sur « l'Espace Confiance ».

4.4 Après examen des pièces de la procédure et du dossier administratif, le Conseil estime dès lors qu'il manque au présent dossier des éléments essentiels qui impliquent qu'il ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée, sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires. Ces mesures d'instruction complémentaires devront au minimum porter sur les points suivants, étant entendu qu'il appartient à toutes les parties de mettre tous les moyens utiles en œuvre afin de contribuer à l'établissement des faits :

- Nouvel examen de la réalité de l'orientation sexuelle du requérant, après examen des nouveaux éléments produits et en procédant, le cas échéant, à une nouvelle audition de ce dernier ;

- Production de toutes les informations utiles et actualisées concernant les dispositions pénales applicables aux homosexuels en Côte d'Ivoire, l'effectivité de l'application de ces dispositions ainsi que la situation sociale concrète des homosexuels dans cet État, en particulier concernant leur acceptation par la société civile ;

- Examen des documents déposés par le requérant.

4.5 Au vu de ce qui précède, le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée, sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires portant sur les éléments susmentionnés. Toutefois, le Conseil n'a pas compétence pour procéder lui-même à cette instruction (articles 39/2, § 1er, 2° et 39/76 § 2 de la loi du la loi du 15 décembre 1980 et exposé des motifs de la loi réformant le Conseil d'État et créant le Conseil du Contentieux des Etrangers -, exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess.ord.2005-2006, n° 2479/001, pp.95, 96).

4.6 En conséquence, conformément aux articles 39/2, § 1er, 2° et 39/76 § 2 de la loi du 15 décembre 1980, il y a lieu d'annuler la décision attaquée, afin que le Commissaire général procède aux mesures d'instruction nécessaires, pour répondre aux questions soulevées dans le présent arrêt.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1er

La décision rendue le 04 octobre 2021 par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides est annulée.

Article 2

L'affaire est renvoyée au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le sept avril deux mille vingt-deux par :

Mme M. de HEMRICOURT de GRUNNE,	président f.f., juge au contentieux des étrangers,
Mme M. BOURLART,	greffier.
Le greffier,	Le président,
M. BOURLART	M. de HEMRICOURT de GRUNNE